

[Cher/Chère sympathisant.te, ceci est un modèle de lettre. N'hésitez pas à modifier selon vos préférences.]

Monsieur/Madame le/la Ministre [insérer le nom],

Je vous écris pour vous demander de toute urgence d'appeler le président de la Commission européenne, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne, le commissaire européen au commerce et vos collègues du Conseil européen à suspendre immédiatement certaines parties de l'accord d'association UE-Israël.

Les atrocités commises par le gouvernement israélien à Gaza et de plus en plus en Cisjordanie occupée exigent que l'UE, en tant que principal partenaire commercial d'Israël, agisse. Alors que l'examen du service européen pour l'action extérieure conclut que les droits de l'homme sont violés à Gaza, notre pays, en tant que membre de l'UE, risque d'être complice de graves crimes de guerre. Plus précisément, je vous demande, à vous et à vos collègues, de:

1. Suspendre les mesures commerciales prévues par l'accord d'association et interdire le commerce avec les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, qui sont illégales en vertu du droit international.
2. À l'instar de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège et du Royaume-Uni, les ministres Ben-Gvir et Smotrich sont sanctionnés pour « incitation à la violence » contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée et à Gaza.
3. Imposer un embargo à l'échelle de l'UE sur les armes et la technologie militaire ainsi que sur les transferts de matières à double usage vers Israël, conformément à la position commune de l'UE sur les exportations d'armes et au traité sur le commerce des armes.
4. Suspendre le financement de la recherche Horizon de l'UE aux organisations et aux entreprises israéliennes, qui ont reçu 1,1 milliard d'euros de 2021 à 2024. Un quart des bénéficiaires de subventions sont impliqués dans l'armée israélienne, selon les enquêtes des médias.

Vous pouvez prendre la parole lors de la réunion du Conseil ministériel de l'UE du 15 juillet, qui discutera de l'accord d'association UE-Israël. Des mesures significatives pour lutter contre les violations des droits de l'homme commises par l'UE sont possibles, même en l'absence de l'unanimité du Conseil et d'un vote à la majorité qualifiée en faveur de mesures commerciales spécifiques, telles que l'interdiction du commerce à partir des colonies illégales.

Depuis 21 mois, Gaza fait face à des bombardements incessants: plus de 15 000 enfants ont été tués, des dizaines de milliers blessés et près de 200 000 civils, soit près d'un Palestinien sur dix, ont été tués ou blessés depuis octobre 2023. Des hôpitaux, des écoles et des infrastructures essentielles ont été détruits, et le blocus de la nourriture, de l'eau et de l'aide a amené Gaza au bord de la famine. En Cisjordanie occupée, les Palestiniens ont subi des déplacements massifs sans précédent et des attaques violentes de la part de colons extrémistes qui sont soutenus par les forces israéliennes.

Malgré cela, l'UE continue de récompenser Israël en lui accordant un accès commercial préférentiel – 28,8 % des exportations israéliennes sont destinées à l'UE. L'accord d'association UE-Israël comprend une clause claire en matière de droits de l'homme: les deux parties doivent respecter les droits fondamentaux de l'homme pour que l'accord reste valide. À l'heure actuelle, cette clause est ouvertement violée, comme l'a confirmé le rapport du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) de juin dernier.

L'UE a suspendu des accords commerciaux dans le passé en raison de violations des droits de l'homme, bien qu'aucune ne soit aussi extrême ou bien documentée que ce qui se passe à Gaza et, de plus en plus, en Cisjordanie occupée.

La crise à Gaza a suscité de vives inquiétudes dans toute l'UE et les citoyens s'élèvent contre le silence et la complicité de leurs gouvernements. En juin, 250 000 personnes ont rejoint les manifestations de la « Marche rouge » à Bruxelles et à La Haye, et des manifestations hebdomadaires ont toujours lieu dans les capitales européennes. Près de 400 000 personnes ont signé une pétition demandant à l'UE d'agir qui a été soutenue par plus de 120 ONG et syndicats appelant à la suspension de l'accord.

L'UE dispose d'un levier unique en raison de ses liens commerciaux avec Israël. Sa réputation de phare mondial de la démocratie, de la coopération et de l'État de droit a été mise à rude épreuve. Son inaction ne fera que nuire encore plus à son image.

Je vous prie de vous placer du côté des droits de l'homme, de la solidarité et de la justice, conformément aux valeurs de l'UE. L'Europe doit agir ou renoncer aux valeurs qu'elle prétend défendre.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes salutations distinguées.